Entretien avec Emmanuel Rousselet à propos de la décroissance (Internet, décembre 2007)

1) Votre dernier ouvrage, *Demain la décroissance. Penser l'écologie jusqu'au bout* (éditions Edite), faisant suite au dossier central « Le salut par la décroissance » que vous avez signé dans une récente livraison de la revue *Eléments*, (n°119, décembre 2005), vient de paraître. Il constitue un jalon important dans une réflexion que vous aviez entamée il y a déjà plusieurs années sur la question de l'écologie, comme en témoignent vos trois écrits annexés à ce volume qui sont parus entre 1993 et 1994 (le texte d'une conférence et deux articles publiés respectivement dans les revues *Krisis* et *Eléments*). Votre pensée, on le voit, n'a pas attendu leur médiatisation intensive récente pour se pencher sur la cruciale question écologique et sur la pensée « décroissante ». Pouvez vous nous indiquer les raisons qui ont vous ont conduit à cette réflexion ?

J'ai bien entendu, comme beaucoup de nos contemporains, assisté avec consternation à la dégradation progressive du cadre naturel de vie et à la désorganisation des écosystèmes qui régulaient naguère l'existence des êtres vivants. Quand on a le sens de la beauté, on ne peut qu'être révulsé de cet enlaidissement qui transforme peu à peu la Terre en poubelle. Mais en la matière, la simple réactivité ne suffit pas. Il faut encore analyser les causes. L'écologie m'est de longue date apparue comme une discipline particulièrement importante pour au moins deux raisons. La première est qu'elle induit une réflexion sur la façon dont l'idéologie du progrès s'est aussi présentée comme une idéologie de la maîtrise, en l'occurrence une idéologie dans laquelle l'homme s'affirme sans aucune mesure comme le « souverain maître » de la nature. La critique de cette idéologie conduit à remettre en cause une conception « prométhéenne » de l'existence que les partisans du « progrès » ne sont pas seuls à professer. Le goût de la domination pour la domination, parfois légitimée par une adhésion simpliste à l'idée de « volonté de puissance », va aussi dans ce sens. Si l'on se réfère à l'opposition entre les dieux et les titans, l'idéologie de la maîtrise, qui institue l'homme en sujet absolu d'un monde transformé en matière inerte, en pur objet, est incontestablement d'essence titanesque. L'esprit titanesque, c'est l'esprit de démesure, cette *hybris* si fortement condamnée par les Grecs. L'écologie est une réaction contre l'*hybris*, et par là même elle nous oblige à réfléchir sur les moyens d'instaurer, ou de rétablir, un autre rapport au monde naturel que celui de la mise à profit et de l'arraisonnement technicien.

L'autre aspect qui me paraît intéressant dans l'écologie, c'est qu'elle implique une démarche en rupture radicale avec l'esprit de notre époque. En stigmatisant le productivisme et le consumérisme, la préoccupation idéologique s'inscrit en faux contre l'idéologie qui domine aujourd'hui la planète : l'obsession économiste,

l'axiomatique de l'intérêt, la logique du capital. En ce sens, l'écologisme possède une incontestable dimension révolutionnaire. Ce qu'il propose, c'est un changement de cap radical, équivalant à un changement de civilisation. Mais ce qui est également intéressant, c'est que la révolution écologique ne possède pratiquement aucun des traits des mouvements politiques « révolutionnaires » du XXe siècle. C'est une révolution qui préconise de s'engager sur d'autres voies et par d'autres moyens. Enfin, c'est une révolution qui, loin de vouloir faire du passé table rase, entend au contraire préserver ce qui mérite de l'être. Je crois que c'est Jacques Julliard qui avait un jour présenté l'écologisme comme le premier mouvement « conservateur de gauche ». Cette association des idées de conservation et de révolution me semble importante à bien des égards.

2) Quels sont les principaux auteurs qui vous ont aidé et/ou accompagné dans cette réflexion?

Au tout début des années 1960, j'ai lu la plupart des livres écrits par les auteurs qui furent les premiers à s'inquiéter de la dégradation des écosystèmes. Je pense ici à Barry Commoner, Günter Schwabe ou Rachel Carson. Mais leurs démarches étaient encore isolées, et pas toujours prises au sérieux. Depuis lors, l'écologie a fait dans différents pays l'objet d'une réflexion en profondeur qui va beaucoup plus loin. En ce qui concerne la « décroissance », vous savez que le premier grand théoricien de cette manière de penser a été l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen. Ses thèses ont depuis été prolongées par des essayistes comme Serge Latouche, Edward Godsmith, Mauro Bonaiuti, Gilbert Rist, Jacques Grinevald et bien d'autres. En Allemagne et dans les pays scandinaves et anglo-saxons, l'écologie a donné naissance à de véritables systèmes philosophiques, dont les représentants s'expriment dans des revues spécialisées, mais dont le public français n'a pratiquement jamais entendu parler, car leurs travaux n'ont tout simplement pas été traduits. C'est d'ailleurs là une caractéristique de l'écologisme à la française : il a donné lieu à des débats à caractère strictement politique plus qu'à des élaborations théoriques très poussées. Dans l'un des textes figurant dans mon livre sur la décroissance, je présente précisément les discussions auxquelles a donné lieu, notamment aux Etats-Unis, l'idée de « valeur intrinsèque » de la nature. C'est un débat passionnant, mais dont nous n'avons ici pas la moindre idée.

Outre ces lectures, il faudrait évidemment citer les œuvres d'un grand nombre d'écrivains qui, sans aborder directement le problème de l'écologie, ont pu contribuer à faire naître ou à entretenir chez moi l'amour de la nature, qu'il s'agisse de David Herbert Lawrence, John Steinbeck, Jean Giono, Knut Hamsun et tant d'autres. Enfin, il est clair que mes positions sur l'écologie ne seraient pas ce qu'elles sont sans l'apport des chercheurs qui ont réfléchi sur la mentalité économique et l'avènement de l'*homo œconomicus*, sur le système du don et du contre-don ou encore sur l'utilitarisme. Je pense évidemment à Karl Polanyi, Marcel Mauss, Ivan Illich, Jacques Ellul, Louis Dumont, aux travaux du MAUSS, etc., mais il y aurait sans doute bien d'autres auteurs à citer !

3) Dans le texte de votre conférence sur « Les enjeux de l'écologie », prononcée en novembre 1993 (et repris dans votre présent livre sous le titre « Sur l'écologie I »), vous citez ces mots de Michel Serres, extraits de son admirable *Contrat naturel* (Flammarion), qui résument parfaitement notre situation actuelle : « Nous avons perdu le monde : nous avons transformé les choses en fétiches ou en marchandises [….] Il faut changer de direction et laisser le cap imposé par la philosophie de Descartes ». Pour reprendre un cap qui nous conduirait à vivre à nouveau en harmonie avec la nature, à la façon de l'homme de l'Antiquité ou de l'homme des sociétés traditionnelles, c'est donc à une rupture complète avec la philosophie des Lumières et avec l'idéologie du progrès que nous convie l'écologisme ?

C'est en tout cas dans cette direction qu'il devrait nous convier, mais le problème est que, même dans les milieux écologistes, certains se résignent mal à envisager une telle rupture. Disons qu'ils rechignent à aller jusqu'au bout de leur propre logique. Mais précisons quand même qu'on ne saurait envisager l'ère postmoderne comme un retour pur et simple à un passé idéalisé, perçu comme une sorte d'âge d'or. Les écologistes n'ont été que trop souvent accusés de vouloir nous ramener à l'âge des moulins à vent, quand ce n'est pas à l'âge de pierre ! Nietzsche disait à juste titre qu'« on ne ramène pas les Grecs », ce qui signifie qu'il serait illusoire de s'imaginer que l'on puisse réinstaurer les sociétés de l'Antiquité. La modernité a eu lieu, et il faut bien compter avec elle. J'ai moi-même eu souvent l'occasion de dire qu'on ne peut pas retourner au passé, mais qu'on peut y recourir : recours et non pas retour. Recourir au passé, c'est y puiser l'inspiration de ce que pourrait être un nouveau commencement. Il s'agit, en d'autres termes, de réorienter la vie sociale dans un sens plus conforme, sinon à une parfaite harmonie, du moins à plus d'amicale connivence avec un monde naturel, qui n'est pas tant un matériau mobilisable par l'esprit de calcul qu'un partenaire avec lequel il faut composer pour continuer à habiter la Terre sans y créer de tensions irréparables.

L'idéologie du progrès a de toute façon déjà beaucoup perdu de sa superbe. Elle ne se survit guère que dans l'idéal de la croissance et du développement, ce qui est déjà beaucoup. On en trouve aussi la trace dans l'idée que les problèmes posés par la technique seront résolus par plus de progrès technique encore. Ce qui s'est en revanche effondré, c'est l'idée que nous allons automatiquement vers des jours meilleurs (les « lendemains qui chantent »), l'idée que la nouveauté vaut du seul fait qu'elle est nouvelle. Il n'y a plus grand monde non plus pour croire que les progrès techniques entraînent dans les sociétés humaines un progrès moral équivalent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les grands systèmes historicistes qui avaient fleuri au XVIIIe et surtout au XIXe siècle ont perdu leur attrait. Nous sommes entrés dans une ère d'incertitude, caractéristique des périodes de transition, qui affecte jusqu'à nos représentations de la temporalité. Autrefois, on croyait que l'avenir serait nécessairement meilleur que le passé, celui-ci n'ayant du même coup plus rien à nous apprendre. Aujourd'hui, l'avenir apparaît plus porteur de menaces que de promesses.

4) Face aux problèmes désormais bien décrits (dégradations du milieu naturel sous l'effet de pollutions de toutes sortes, épuisement des matières premières et des richesses naturelles) liés à un productivisme et à un consumérisme effrénés, votre ouvrage propose une lumineuse étude critique des vraies et fausses alternatives. Pouvez-vous nous rappeler ici ce qui distingue fondamentalement l'écologisme et la pensée « décroissante » de ce « développement durable » aujourd'hui très à la mode ?

Certains taxent l'idée de décroissance d'« utopique ». Il me semble au contraire que c'est bien plutôt le « développement durable » qui relève au sens propre de l'utopie. Il consiste en effet à vouloir en même temps une chose et son contraire, en l'occurrence à tenter de satisfaire le souci écologique tout en conservant un mode de croissance et de développement qui est la cause première à la fois des pollutions toutes sortes et de l'épuisement des réserves naturelles. Les tenants du développement durable feignent de déplorer les conséquences, mais refusent de voir les causes en face. Tout ce qu'ils proposent, c'est de faire des impératifs écologiques un paramètre à prendre compte parmi d'autres, mais sans changer fondamentalement de cap. Concrètement, cela revient à ralentir le rythme, mais en allant toujours dans la même direction. On se contente de reporter les échéances.

Prenons un exemple concret. Compte tenu de ce que nous savons aujourd'hui à propos du réchauffement climatique, d'innombrables mises en garde ont été émises ces dernières années contre les émissions de dioxyde de carbone (CO^2), principal gaz à effet de serre responsable de ce réchauffement. Or, en dépit de ces mises en garde, conformes au principe du développement durable, ces émissions, dues à la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel), ont augmenté entre 2000 et 2005 de 3,1 % par an, contre 1,1 % par an dans les années 1990. En 2005, près de 8 milliards de tonnes de carbone fossile ont ainsi été rejetées dans l'atmosphère ! La cause majeure de cette augmentation, c'est la dégradation du « rendement carbone » de la croissance économique. Ce paramètre correspond à la quantité de CO^2 fossile que doit rejeter un pays pour produire une unité de PIB supplémentaire, soit un point de croissance économique. On peut donc dire que, depuis l'an 2000, le nombre de tonnes de carbone fossile émis par unité de PIB n'a cessé d'augmenter. Cela rend évidemment sceptique sur la possibilité de mettre en œuvre les résolutions adoptées lors des conférences de Kyoto ou de Bali.

On pourrait citer aussi le célèbre principe « pollueur-payeur ». Du point de vue du développement durable, il s'agit de faire en sorte que la pollution représente un coût pour ceux qui polluent. On en déduit qu'il y aura moins de pollution dès lors que celle-ci ne sera plus « gratuite ». Mais en réalité, ce que l'on a instauré, c'est un véritable marché de la pollution : continuent à polluer ceux qui ont les moyens d'acquitter le coût de leurs pollutions (coût qu'ils répercutent sur leurs prix de revient), c'est-à-dire ceux qui sont les plus riches et… qui sont aussi ceux qui polluent le plus.

5) La décroissance, seule véritable alternative à la frénésie consumériste dans laquelle nous pousse la logique productiviste et marchande, ne serait possible qu'à la condition d'une transformation des esprits, d'une « décolonisation de l'imaginaire » pour reprendre le mot de Serge Latouche. Sur quelles mesures politiques concrètes pourrait s'appuyer une telle révolution ?

Dans l'immédiat, très vraisemblablement sur aucune. Aucun grand pays n'est en effet actuellement disposé à prendre des mesures politiques allant concrètement dans ce sens. Tout ce qui est fait, c'est d'inciter les citoyens à économiser l'énergie, à gaspiller un peu moins qu'ils ne le faisaient auparavant, à faire éventuellement appel aux biocarburants (ce qui a pour effet de dévaster encore un peu plus les cultures vivrières), à installer des panneaux solaires sur leurs maisons, etc. Tout cela est bel et bon, mais ce n'est de toute évidence pas à la hauteur des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Cela relève plutôt de l'esprit du « développement durable » : faire durer les choses sans s'attaquer à l'essentiel. Un bon moyen de supprimer sérieusement le gaspillage, par exemple, consisterait à mettre un terme à l'obsolescence programmée des produits industriels, à ne plus proposer aux consommateurs des fruits exotiques en toutes saisons, à rompre avec la frénésie des nouveaux gadgets mis à rythme accéléré sur le marché, à restreindre drastiquement la publicité, etc. Tout cela est aujourd'hui impensable. On en revient donc toujours à la même contradiction, qu'illustre à la perfection le discours de tous ces hommes politiques, de droite ou de gauche, qui parlent à tout bout de champ d'écologie tout en faisant tout ce qui est en leur pouvoir pour « stimuler » la croissance.

Dans ces conditions, le mot d'ordre de Serge Latouche reste plus que jamais valable. Décoloniser l'imaginaire, et plus spécialement l'imaginaire symbolique, cela signifie désaccoutumer les mentalités de l'esprit de calcul, refuser l'idée que l'homme ne soit qu'un producteur et (surtout) un consommateur visant en permanence à satisfaire son meilleur intérêt, en finir avec un système de pensée qui rabat tout ce qui vaut sur la seule valeur marchande, réhabiliter la notion de gratuité, etc. Cela implique un long travail d'explication, mais aussi des exemples concrets. Vaste tâche, qui ne peut que s'inscrire dans le long terme, alors que les échéances, elles, se profilent à court et moyen terme…

6) L'année 2007 a donné lieu, par voie médiatique, à une conscientisation inédite et à grande échelle des périls écologiques, notamment climatiques (en raison notamment de la campagne planétaire du vice-président américain Al Gore et de celle, beaucoup plus hexagonale, de Nicolas Hulot). Cette médiatisation a eu pour effet de faire rentrer l'écologie dans (presque) tous les discours, dans (presque) tous les programmes, notamment lors des campagnes électorales à l'occasion des différents scrutins (élection présidentielle et élections législatives) qui ont eu lieu en France… Scrutins qui ont permis de vérifier une nouvelle fois, par la faiblesse de leurs résultats, le peu de crédit dont disposent les différentes formations écologistes politiques existantes (les Verts, le Mouvement écologiste indépendant » d'Antoine Waechter, Génération Ecologie, etc.).

Pensez-vous, comme le propose par exemple Antoine Waechter depuis qu'il a quitté les Verts en 1994 (en raison du dommageable arrimage de cette formation au parti socialiste) ou, comme le souhaite Jean Zin dans son remarquable manifeste d'écologie politique « L'écologie politique à l'ère de l'information » (Ere, janvier 2006)*, qu'un projet réussissant à regrouper les forces écologistes, au-delà de clivages périmés et de nos frontières nationales, demeure possible et parvienne à constituer un jour une alternative sérieuse au productivisme et au consumérisme ?

C'est en théorie possible, et c'est certainement souhaitable. Au fur et à mesure que les échéances se préciseront, de tels rapprochements se produiront peut-être. Mais ce n'est guère le cas pour l'instant. On assiste aujourd'hui à une évidente contradiction entre les vieux et les nouveaux clivages. Là où le dialogue et la concertation seraient nécessaires, beaucoup préfèrent rester campés sur leurs positions. Vous avez cité l'exemple des Verts. Il est remarquable que la relative vogue actuelle de l'écologie ne leur profite aucunement, puisqu'ils ont réalisé aux dernières élections des scores qui sont parmi les plus bas de leur histoire. Ils paient ainsi le prix d'un certain manque de crédibilité : on ne peut défendre sérieusement l'écologie en se mettant à la remorque, pour des raisons strictement électorales, d'un parti traditionnellement productiviste comme le parti socialiste. L'écologie politique, d'autre part, ne saurait se confondre avec toute une série de luttes marginales plus inspirées par l'idéologie libérale-libertaire ou « bo-bo » que par la nécessité de préserver le cadre naturel de vie, luttes auxquelles de surcroît la majorité des gens sont indifférents ou hostiles. En France comme ailleurs, sinon plus qu'ailleurs, l'écologisme n'a pas encore vraiment su déterminer son mode d'insertion dans la vie publique. Antoine Waechter et Jean Zin ont raison sur le principe, mais il leur reste à être mieux entendus qu'ils ne le sont pour l'instant.

7) En 2005, Massimo Fini, turbulent journaliste italien que vous connaissez bien, publiait sur Internet un sympathique manifeste dénonçant la situation de notre monde maintenant quasi totalement livré au primat de l'économie. Ce texte, que vous avez cautionné en lui apportant votre signature, présente des positions alternatives intéressantes et originales – souvent très proches de celles que vous défendez. Ce manifeste a donné le jour, en Italie, à un mouvement politique et culturel, le « Movimento Zéro », qui s'inspire de son message et s'est fixé pour but de le répandre et de le rendre vivant dans la société civile italienne (et au-delà). Que pensez vous d'une telle démarche ? Sur quelles perspectives concrètes peut-elle déboucher ?

J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois Massimo Fini, qui est effectivement un homme sympathique aux vues originales. J'ai signé son manifeste parce que je me sentais en accord avec la plupart de ses positions. Cela dit, je manque d'informations pour apprécier à sa juste valeur l'impact du mouvement qu'il a lancé depuis. Comme vous le savez, je ne crois pas beaucoup aux mouvements politiques, surtout dans les circonstances présentes. Je crois en revanche beaucoup à l'action locale, aux réseaux culturels, au travail pédagogique dans le domaine des valeurs et

des idées. Massimo Fini exerce à mon avis l'essentiel de son influence grâce aux livres qu'il publie. Je souhaite qu'il continue à en faire paraître beaucoup !

* *qu'un ami que nous avons en commun vous a fait découvrir si je ne me trompe ?*